

Situation conjoncturelle et perspectives de politique économique pour 2005

La situation économique actuelle

Après avoir démarré assez fort au début de l'année 2004, la conjoncture a quelque peu ralenti en automne. Ce sont surtout des exportations dynamiques qui, avec un taux de croissance nominal de 8,5% au cours des dix premiers mois de cette année, ont été le moteur de la croissance. Non seulement toutes les branches d'exportation ont pu augmenter leurs chiffres d'affaires à l'étranger (la chimie et l'industrie des machines et des équipements électriques ayant même atteint des résultats brillants), mais leurs ventes se sont réparties sur une large échelle géographique. C'est un signe de compétitivité intacte de notre industrie suisse d'exportation. Le tourisme a surmonté la baisse qu'il avait enregistrée sur trois ans, puisqu'entre novembre 2003 et octobre 2004, le nombre des nuitées a dépassé de 1,9% celui de l'année précédente. Dans les autres branches du secteur des services (banques et assurances), la marche des affaires a été moins bonne au deuxième semestre qu'au premier.

La consommation privée a été soutenue pendant une bonne période. La progression réelle cumulée du chiffre d'affaires de l'ensemble du commerce de détail a atteint 2% depuis le début de l'année. Mais depuis l'automne, les chiffres d'affaires du commerce de détail et le climat de consommation traduisent un certain tassement lié à la stagnation du marché de l'emploi et à la baisse de pouvoir d'achat provoquée par la hausse des prix du pétrole. En matière d'investissements, les entreprises avaient manifesté une certaine retenue en début d'année, mais elles se sont montrées plus dynamiques par la suite. La sensible progression des biens d'investissements, de 10,9% sur une année, en sont un bon indicateur. L'horizon s'est aussi lentement éclairci au cours de cette année dans le secteur de la construction.

Mais malgré une évolution jusqu'ici favorable de la conjoncture, la situation sur le marché du travail ne s'est guère améliorée. En moyenne annuelle, le taux de chômage a stagné à un niveau estimé à 3,8%. La hausse des prix mesurée par l'indice suisse des prix à la consommation s'est à nouveau quelque peu accélérée. En novembre, le taux annuel de renchérissement se situait à 1,5%.

Dans l'ensemble, l'année 2004 a été plutôt bonne sur les plans de l'économie et de la conjoncture. De nombreuses entreprises ont réussi à améliorer leur position concurrentielle sur les marchés nationaux et internationaux à la faveur d'adaptations et de restructurations ainsi que grâce à une évolution plus favorable des rendements. La croissance réelle, estimée à 1,8%, est proche de la croissance potentielle. Le taux annuel moyen de renchérissement, qui va vraisemblablement s'établir au niveau bas de 0,9%, ainsi que les conditions-cadre monétaires ont été globalement favorables. Le taux annuel d'accroissement de l'octroi de crédits au secteur privé a légèrement augmenté.

Perspectives internationales

La reprise de l'économie mondiale qui se manifeste un peu partout devrait se poursuivre en 2005. Avec 4,3%, la croissance mondiale selon les prévisions du FMI est toujours solide, même si elle n'atteindra pas le record de 5% pour l'année en cours.

Dans l'Union européenne (UE), qui est surtout déterminante pour l'évolution de l'économie suisse, le produit intérieur brut réel (PIB) devrait progresser de 2,2% en moyenne en 2005, poursuivant ainsi le rythme modéré d'expansion de l'année en cours. Cela dit, il y a de grandes différences entre les pays de l'UE, tant pour ce qui est de la vigueur de l'expansion que des forces d'impulsion. C'est surtout dans les grands pays de la zone euro que la conjoncture intérieure traîne les pieds. Une nouvelle revalorisation de l'euro pèserait sur l'activité économique.

Aux Etats-Unis, l'abandon des incitations fiscales et le resserrement de la politique monétaire vont freiner l'expansion de la conjoncture; avec une progression totale de la production de 3,4%, celle-ci demeure néanmoins solide. L'économie japonaise quant à elle va perdre du tonus du fait qu'elle recevra moins d'impulsions de la demande en provenance de l'étranger; mais la progression de son produit intérieur brut est néanmoins encore estimée à 2,2% pour 2005. En Chine, le dynamisme conjoncturel sera un peu moins vif, mais il restera encore fort. Le ralentissement conjoncturel perceptible aux Etats-Unis, au Japon et en Chine ne se répercutera pas totalement sur les économies tournées vers les exportations des autres pays émergents de l'est asiatique, car dans ces pays, la demande s'est consolidée. En Russie, la vigoureuse reprise se maintient grâce aux prix élevés du pétrole et des autres matières premières. Dans quelques pays d'Amérique latine également, les prix élevés du pétrole stimulent la conjoncture. Au total, l'expansion du commerce mondial va passer de 10% cette année à vraisemblablement 7,5% l'année prochaine. Malgré la progression des prix du pétrole, l'inflation demeure sous contrôle ; en général, le chômage ne recule que légèrement dans les pays industrialisés.

Bien que la dépendance des pays industrialisés à l'égard du pétrole ait fortement reculé ces 20 dernières années, le prix élevé du pétrole constitue un potentiel de perturbation pour l'économie mondiale: à court terme en tant que facteur de coût, à moyen terme en tant que frein à la croissance. Le fait que le déficit de la balance des transactions courantes américaine ne puisse se maintenir au niveau de 6% est généralement reconnu. Les Etats-Unis sont fortement dépendants des capitaux étrangers; cela pourrait poser problème en cas de diminution des afflux de capitaux. Les cours de change de nombreuses monnaies asiatiques vis-à-vis du dollar étant fixes, l'euro est la principale soupape permettant l'adaptation du dollar. De sérieux décalages dans le dispositif monétaire international nuiraient à la conjoncture mondiale. Etant donné qu'une cause importante du déficit de la balance des transactions courantes américaine réside dans le « déficit d'épargne », la correction de ce déséquilibre passe certes par le cours de change du dollar, mais aussi pour une part importante par la réduction du déficit budgétaire.

Perspectives pour la Suisse

L'industrie suisse d'exportation devrait pouvoir l'année prochaine tirer son épingle du jeu dans un commerce mondial toujours en expansion, même ralenti. Mais le rythme des exportations perdra un peu de son dynamisme. Etant donné que 40% environ de nos exportations prennent le chemin de la zone dollar, l'affaiblissement du dollar exercera une pression sur les chiffres d'affaires et les marges de nos exportateurs. La branche du tourisme envisage la prochaine année touristique (novembre 2004 – octobre 2005) positivement et escompte un accroissement des nuitées de l'ordre

de 2%. Comme nous l'avions déjà relevé en été, cet essor est le fait des hôtes étrangers. Pour être conclus, de nombreux contrats ont toutefois dû inclure des abattements de prix, de sorte que la capacité d'auto-financement en souffre, alors que de nombreuses rénovations d'hôtels sont nécessaires. Dans les autres branches du secteur des services, l'évolution des affaires est envisagée avec confiance.

La consommation privée en tant que principale composante de la demande va continuer de progresser au rythme actuel de 1,3%. Les incertitudes qui planent quant à l'évolution du marché de l'emploi et les perspectives de croissance plus modestes limitent les attentes des ménages concernant leurs revenus à moyen terme. Vu la forte pression à la rationalisation et les conditions de financement encore favorables, le rattrapage des investissements d'équipement va encore se consolider. L'industrie de la construction se stabilisera au niveau actuel. Alors que la construction privée de logements bénéficie de taux d'intérêt hypothécaires favorables, le secteur des investissements publics se ressent de la pression aux économies.

La croissance économique réelle se situera en 2005 aux alentours de 1,5 à 1,8%. Le renchérissement probable pour 2005 est estimé à 1,3%, soit une quasi-stabilité des prix. Vu l'intensité de la concurrence actuelle, il n'y a pas lieu de redouter des effets secondaires de la hausse du prix du pétrole sous forme d'augmentations de salaires supplémentaires et de répercussions sur le niveau des prix. La situation sur le marché du travail ne se détendra que si l'on ne pousse pas au maximum l'utilisation des capacités de production. Il faut s'attendre pour 2005 à un taux de chômage moyen de 3,5%.

Priorités de politique économique

Les conditions de l'offre et de la demande dans une économie étant sensiblement influencées par la politique économique, le succès et donc la croissance des différentes entreprises dépendent aussi de la qualité des conditions-cadre fixées par l'Etat. Différents champs d'action politique seront fortement mis sous pression l'année prochaine sous l'angle de la politique conjoncturelle et de la croissance :

- La politique monétaire, qui a un effet différé sur la conjoncture, doit toujours chercher à anticiper. L'expérience acquise dans le domaine de la politique monétaire nous a montré que lorsque le renchérissement est faible et les risques d'inflation minimes, l'environnement conjoncturel, en particulier le défaut de production (output-gap) et le cours de change, revêtent une plus grande importance. Avec le retour au calme attendu sur le front de la conjoncture, le renforcement du franc vis-à-vis de l'euro et du dollar et les risques qui pèsent sur l'économie mondiale, la Banque nationale suisse n'aura provisoirement plus de raison de poursuivre le processus de normalisation monétaire entamé en juin et en septembre avec le relèvement de la fourchette des taux d'intérêt. Elle est amenée à intervenir dans ce sens surtout lorsque la faiblesse du dollar se répercute plus fortement sur le franc que sur l'euro.

- La politique consistant à ramener le déficit budgétaire de la Confédération et de nombreux cantons à un niveau assurant la durabilité par la maîtrise de la croissance des dépenses, surtout au chapitre des assurances sociales, sera toujours d'actualité. Avec le redressement de la conjoncture, nous avons davantage de chances d'y parvenir. En outre, les récentes recherches faites sur les « effets non keynésiens » de la politique financière montrent qu'une diminution résolue des déficits publics via la réduction des dépenses de consommation de l'Etat est aussi susceptible de stimuler la croissance en période de conjoncture défavorable. En effet, une telle

politique renforce la confiance des ménages et des investisseurs en des charges moins lourdes à l'avenir et laisse un peu d'oxygène à l'économie.

- La politique fiscale est aussi un domaine dans lequel il est urgent d'agir, surtout en ce qui concerne la fiscalité des entreprises. Si le Conseil fédéral est sérieux avec son programme de croissance annoncé au printemps, il ne doit pas différer plus longtemps l'élimination de la double imposition des dividendes. Seul le modèle « 3 plus », qui représente un minimum absolu en termes de politique de croissance, peut entrer en considération. Il est incompréhensible que le Conseil fédéral cherche à gagner du temps en élaborant un rapport sur la question. La dernière étude publiée par *economiesuisse* sous le titre « Dynamique fiscale et concurrence internationale » sur les réformes entreprises dans les différents pays de l'OCDE montre que la Suisse est lentement, mais sûrement mise à l'épreuve sur le terrain de sa politique fiscale. Il y a longtemps que l'évolution internationale montre la voie dans ce domaine; une action résolue s'impose maintenant.
- Une autre politique qui s'impose consiste à favoriser la croissance par l'abolition des barrières qui font obstacle à l'accès au marché intérieur. Alors que la révision de la loi sur le marché intérieur entre dans la phase des délibérations parlementaires, l'ouverture du marché prend du retard en comparaison internationale, surtout dans les domaines de l'électricité, de la Poste et de l'agriculture.
- Pour les milieux économiques, l'accès au marché de l'UE fait partie des plus importantes conditions-cadre externes. Celui-ci peut se réaliser sur la base d'un traité ou unilatéralement par l'harmonisation de prescriptions juridiques entre la Suisse et l'UE. Mais cette harmonisation doit avoir un ancrage juridique. C'est pourquoi les accords bilatéraux et surtout l'extension de la libre circulation des personnes aux nouveaux pays de l'UE revêtent une importance fondamentale. Dans la perspective d'un éventuel référendum, le rejet de ces accords causerait non seulement de sérieux dommages à la place économique suisse, mais il mettrait en danger la voie bilatérale.
- Après la consultation menée en automne sur l'article constitutionnel sur l'éducation, la Suisse doit enfin préciser comment elle entend aménager son système éducatif à l'avenir. La nécessité d'agir se fait urgente, surtout au degré tertiaire, car cela fait cinq ans que l'on discute, sans succès à ce jour, du régime des hautes écoles. Les lignes directrices du 19 novembre 2004 élaborées par le Conseil fédéral sur la politique des hautes écoles vont certes dans la bonne direction, mais elles demandent encore à être éclaircies. Etant donné qu'outre la croissance du volume de travail (exprimée en heures), les possibilités de croissance de la Suisse à long terme sont déterminées surtout par la productivité du travail, la qualité de la formation est de première importance. Le système de formation joue un rôle essentiel du point de vue du niveau de qualité du capital humain que peut offrir la population active.
- Pour réussir, la politique de l'innovation exige aussi une protection efficace de la propriété intellectuelle. La révision en cours de la loi sur les brevets est importante pour la recherche en Suisse; c'est pourquoi la protection des inventions biotechnologiques par des brevets ne doit pas prendre du retard par rapport aux normes appliquées à l'étranger.

En raison de la concurrence internationale toujours vive en matière de sites de production et d'emplois, la pression à l'adaptation des entreprises va demeurer élevée à l'avenir, voire s'accroître.

La politique économique de l'Etat doit relever ces défis par une stratégie de croissance claire et convaincante.

Zurich, le 9 décembre 2004